

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-cinquième Législature, première session

1995, chapitre 78
LOI CONCERNANT LA VILLE DE JONQUIÈRE

Projet de loi 236

Présenté par M. Francis Dufour, député de Jonquière

Présenté le 21 décembre 1994

Principe adopté le 23 mars 1995

Adopté le 23 mars 1995

Sanctionné le 29 mars 1995

Entrée en vigueur: le 29 mars 1995

Loi modifiée: Aucune





CHAPITRE 78

Loi concernant la Ville de Jonquière

[Sanctionnée le 29 mars 1995]

Préambule ATTENDU que la Ville de Jonquière a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Centre de congrès **1.** La ville est autorisée à établir et à exploiter un centre de congrès.

Pouvoirs de la ville **2.** La ville peut contribuer à la construction, à l'établissement et au financement d'un centre de congrès. À ces fins, elle peut conclure une entente avec toute personne, lui prêter de l'argent ou lui accorder toute forme d'aide malgré la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (L.R.Q., chapitre I-15).

Administration **3.** La ville peut assumer l'administration d'un centre de congrès ou conclure une entente avec un tiers pour lui confier cette responsabilité.

Effet **4.** Les articles 1 à 3 ont effet depuis le 19 avril 1978.

Cause pendante Le présent article n'affecte pas une cause pendante le 19 décembre 1994.

Entrée en vigueur **5.** La présente loi entre en vigueur le 29 mars 1995.